

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE

89/16



Affaires extérieures External Affairs  
Canada Canada

# DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Déclaration à la Chambre des communes  
du très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,  
à l'occasion d'un débat d'urgence  
sur la situation en Chine

Canada

Ottawa (Ontario)

le 5 juin 1989

Monsieur le Président, je sais que tous les députés et, à vrai dire, tous les Canadiens partagent un vif sentiment d'horreur et d'indignation devant les événements qui se déroulent en Chine depuis quelques jours.

Nous avons vu les forces armées d'un pays se dresser contre leurs propres concitoyens brutalement et sans distinction. Nous avons vu des étudiants et des citoyens non armés victimes de fusillades et piétinés par des chars. Nous avons vu des troupes tirer dans le dos de la foule en fuite. Nous avons entendu parler d'unités militaires qui répriment sommairement même des actes de résistance non violents. La place Tien An Men, lieu de nombreux événements historiques importants depuis des décennies et des siècles, est aussi devenue le lieu de l'un des plus tragiques événements de l'histoire de la Chine moderne.

La situation évolue très rapidement, monsieur le Président. D'après les nouvelles qui nous sont parvenues de notre ambassade à Beijing il y a quelques minutes à peine, la violence, qui avait commencé dans la capitale chinoise, gagne maintenant le reste du pays. On a de plus en plus de preuves que l'armée elle-même est divisée. Nous avons reçu des nouvelles selon lesquelles il y a maintenant des batailles entre diverses factions militaires. Il semble que ce soit le chaos dans l'armée. Les forces responsables des actes d'agression contre les étudiants sur la place Tien An Men semblent avoir suscité des réactions en chaîne qu'il n'est plus facile maintenant de contenir.

Comment a-t-on pu en arriver là? Nous avons espéré et cru que la Chine s'acheminait vers une réforme complète et fondamentale. Depuis 11 ans, les autorités chinoises poursuivaient diverses politiques propres à ouvrir la Chine au reste du monde. Les principales étapes de cette heureuse volte-face par rapport au centralisme et à l'isolationnisme de naguère avaient été la décentralisation des prises de décision, l'appui accordé à l'entreprise privée, l'accueil favorable fait à l'intensification des échanges commerciaux avec le Canada et d'autres démocraties occidentales.

Ces dernières années, nous avons été témoins d'heureux changements sur le front politique, même si la profondeur des réformes était moins marquée que dans les secteurs économiques. Les autorités chinoises semblaient

prêtes à favoriser l'exercice de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et de la liberté d'association, à réduire la surveillance étroite qu'elles exerçaient sur les déplacements, à favoriser l'application de mesures plus souples en matière d'émigration, et à accepter l'expression d'aspirations politiques légitimes autrement que par le truchement du parti communiste.

En fait, nous avons interprété le tumulte politique de ces dernières semaines comme un signe des étapes considérables que la Chine semblait avoir franchies. Le gouvernement semblait tolérer que des étudiants en grand nombre manifestent d'une façon non violente leur désir de changements plus approfondis. Il semblait prêter une oreille attentive à ceux qui réclamaient une démocratie véritable et la reconnaissance de libertés et droits fondamentaux. Nous avons vu certains dirigeants chinois exprimer leur sympathie, leur compréhension et, ce qui importe davantage, leur respect à l'égard des objectifs poursuivis par les étudiants. C'était là des témoignages concrets d'un pays en évolution. Nous étions nombreux à croire que la Chine réagirait à cette demande de changements en devenant plus démocratique, plus ouverte et plus respectueuse de ses habitants.

Quand les chars et les militaires ont fait l'assaut de la place Tien An Men samedi soir, nous avons compris que les forces des ténèbres l'avaient emporté sur celles de la lumière. Nous avons compris que les dirigeants partisans de la modération avaient été écartés. Nous avons compris que les aspirations de quelques-uns avaient pris le pas sur celles de la multitude. C'est indéniablement en raison des étapes considérables que la Chine avait franchies depuis une décennie que les événements de ces derniers jours nous paraissent si tragiques pour ce pays et les principes et les libertés qui nous sont si chers et qui, nous l'espérons, commençaient à s'implanter également dans le vie politique chinoise.

Monsieur le Président, nos relations avec la Chine ont été importantes pour nous et continuent de l'être. En 1970, nous étions parmi les premiers pays du groupe occidental à renouer des relations diplomatiques avec la République populaire, après que celle-ci ait connu 20 ans

d'isolement. Depuis cette période, nos relations ont atteint un tel apogée que tout ce qui se passe en Chine est d'un grand intérêt pour les Canadiens. Les échanges de scientifiques, d'étudiants, de groupes culturels, d'équipes sportives, sont devenus choses courantes et sont encouragés par les deux parties. Nos deux pays ont organisé le jumelage de nombreuses provinces et de nombreuses villes. Tout cela nous a permis de discuter avec les dirigeants chinois à un échelon élevé des questions d'intérêt commun. On pourrait compter parmi ces questions les disputes régionales, la protection de l'environnement ou encore comment rendre le système de commerce global plus sensible aux besoins de nos deux économies. Notre commerce a profité à nos deux pays. Grâce à notre programme d'aide au développement, nous avons accru la capacité de la Chine à se moderniser et nous avons introduit en Chine la manière canadienne de faire les choses. Je crois très fermement que l'ampleur et l'intensité de nos rapports avec la Chine ont enrichi nos deux pays.

L'amitié qui se développe entre le Canada et la Chine depuis dix ans rend particulièrement difficile à accepter le carnage dans les rues de la capitale chinoise. En étudiant notre réaction, toutefois, nous devons nous rappeler que nous chérissons notre amitié avec le peuple chinois, que nous n'allons pas devenir anti-chinois. Notre condamnation et notre indignation doivent viser les mesures de répression sanglante que nous ne saurions sanctionner et ceux qui les ont prises ou préconisées.

Monsieur le Président, dès que nous avons eu vent samedi de l'intervention militaire de la place Tien An Men, nous avons fait connaître sans équivoque l'horreur que nous inspire l'utilisation gratuite et sans discernement de la force contre des civils désarmés. Devant l'ampleur de la violence, nous avons demandé dans les termes les plus fermes au gouvernement chinois "de prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la tuerie aveugle et absurde que commettent les forces armées". Hier, à midi, j'ai convoqué l'ambassadeur chinois pour lui faire part de l'ampleur de notre indignation et pour qu'il informe ses supérieurs de notre désir de voir le massacre prendre fin.

Nous n'avons pas été les seuls, bien entendu, à demander aux dirigeants chinois d'arrêter le carnage et de revenir aux méthodes paisibles pour régler leur crise politique. Après le début de l'intervention militaire, la plupart des gouvernements occidentaux, beaucoup de gouvernements étrangers et même les partis communistes de certains pays ont condamné la brutalité des méthodes employées pour libérer la place Tien An Men et pour écraser la dissension des étudiants et d'autres civils.

Le gouvernement canadien reste disposé à fournir, sur demande ou au besoin, de l'assistance humanitaire ou des fournitures.

En évaluant les mesures qui doivent accompagner notre condamnation de la tuerie, nous devons nous rappeler qu'il faut sauvegarder la vie des Canadiens tout en exerçant des pressions sur le gouvernement chinois.

Au moment où la violence a éclaté, il y avait environ 600 résidents canadiens en Chine, dont la moitié environ à Beijing. Il y avait, en outre, des gens d'affaires et des touristes en visite un peu partout sur le territoire chinois. À cause de la violence qui a éclaté à Beijing, nous nous inquiétons surtout de la sécurité de ceux qui se trouvent dans la capitale. Au cas où l'armée renouvellerait ses attaques contre les universités, notre ambassade a décidé, par mesure de précaution, d'évacuer tous les Canadiens des campus universitaires de la ville, soit quelque 75 étudiants, à qui elle offre un abri temporaire. Nous sommes constamment en communication avec notre ambassadeur, Earl Drake, et nous avons des plans d'urgence en vue de l'évacuation de ces étudiants ainsi que des autres Canadiens et du personnel de notre ambassade à Beijing. Nous avons pris des dispositions pour disposer dans de très brefs délais d'avions pour évacuer les Canadiens et les transporter dans des villes asiatiques voisines, et de là on pourra les transporter ailleurs au besoin.

Monsieur le Président, nous avons en effet décidé il y a environ une heure de conseiller aux Canadiens encore à Beijing de quitter la ville. Le personnel de notre ambassade les aidera à préparer leur départ. J'aviserais naturellement la Chambre si nous décidons de procéder à une évacuation complète.

En ce qui a trait aux mesures bilatérales que nous pourrions prendre à la lumière de cette crise, nous avons déjà reporté ou annulé toutes les activités prévues dans un proche avenir.

Nous avons retardé la signature d'une série de protocoles d'entente concernant des projets d'aide au développement qui devaient être ratifiés cette semaine.

Nous avons suspendu les consultations que nous avons entreprises avec la Chine et qui portent sur notre collaboration à des projets nucléaires qui devaient commencer au début de la semaine prochaine. Nous prendrons des mesures similaires en ce qui concerne les autres négociations et discussions qui sont prévues au programme. Nous recommandons aux provinces et aux organismes non gouvernementaux qui avaient prévu des consultations avec leurs homologues chinois de suivre notre exemple.

Aucune visite à un haut niveau n'est prévue dans un sens ou dans l'autre au cours des prochaines semaines, mais nous reporterions de toute façon ces visites à un moment plus propice.

Au plan multilatéral, j'ai demandé à notre ambassadeur aux Nations Unies à New York d'entamer immédiatement des consultations avec d'autres membres de l'ONU et avec le secrétaire général sur les moyens de renforcer par la pression morale des Nations Unies les voix qui invitent à la modération et à la retenue en Chine. Le Canada appuie pleinement l'appel à la retenue que le secrétaire général a lancé dans sa déclaration d'aujourd'hui.

Quant au grand nombre d'étudiants chinois chez nous, qui sont quelque 4 500, je crois, nous reconnaissons qu'ils traversent une période éprouvante. Bien que nous ayons confiance que, avant longtemps, la situation n'aura plus rien de révoltant pour eux, nous comprenons leurs inquiétudes. Comme ma collègue la ministre de l'Emploi et de l'Immigration l'a annoncé plus tôt aujourd'hui, nous recevrons avec bienveillance toute demande qu'ils feront afin de prolonger leur séjour jusqu'à ce que le calme revienne dans leur patrie.

Ma collègue a aussi pris des mesures pour suspendre pendant au moins deux mois tous les renvois de personnes en Chine en application de la Loi sur l'immigration.

Des pays ont annoncé la suspension de programmes de coopération et de ventes militaires bilatérales avec la Chine. Le Canada n'a pas conclu d'accord officiel semblable et n'a vendu par le passé que de petites quantités de matériel non meurtrier aux militaires de Chine. Je vous assure, monsieur le Président, que le gouvernement n'accorderait pas de permis d'exportation de quelque équipement militaire que ce soit dans les circonstances. J'ai demandé en outre que soit suspendu le modeste programme de relations de défense entre les Forces armées canadiennes et l'Armée populaire de libération qui a reçu l'an dernier la visite du chef de l'état-major de la défense.

Ce qui se passe en Chine, monsieur le Président, est une tragédie d'envergure mondiale. Espérons que, au cours des prochaines semaines, la Chine et son grand peuple viendront à bout de leurs difficultés sans effusion de sang inutile, en préconisant à nouveau les libertés et les droits fondamentaux dans un pays de plus en plus démocratique. Je souhaiterais seulement pouvoir montrer un peu plus d'optimisme en ce moment.